

ERDOGAN POURSUIT SA PURGE

Terreur sur la Turquie

L'offensive d'Erdogan se poursuit braquant les yeux du monde entier sur des images choquantes d'arrestations tous azimuts dans une Turquie où tout principe de démocratie semble avoir été suspendu le temps d'un règlement de comptes...

Abla Chérif - Alger (Le Soir)

- La tentative de coup d'Etat opéré il y a déjà plus de quinze jours contre le Président turc avait immédiatement soulevé un sentiment de condamnation unanime à l'échelle internationale. Tous les pays, sans exception, s'étaient accordés à rejeter un coup de force opéré selon un vieux scénario banni par tous les Etats du monde. Deux semaines plus tard, la perception des événements qui ont secoué ce pays ont fatalement fini par se transformer d'abord en interrogations puis en appréhensions et enfin en condamnations.

Ce qui se passe en Turquie depuis la fameuse nuit du 15 juillet dépasse souvent l'entendement. Les images d'arrestations massives circulent en boucle sur toutes les chaînes télévisées du monde. Depuis samedi, l'opinion internationale a droit à des scènes encore plus choquantes : des journalistes massés dans des bus en route pour des auditions dans des commissariats où

ne subsistent que des policiers ayant échappé eux aussi aux purges en cours dans le pays. 8 000 d'entre eux ont été suspendus, radiés ou arrêtés depuis le début de la vaste offensive lancée par Erdogan.

Les autorités turques ont annoncé avoir donné l'ordre de fermer 45 journaux, 16 chaînes de télévision, 3 agences de presse, 23 stations de radio, 15 magazines et 29 maisons d'éditions.

Les médias turcs n'ayant pas encore été touchés par cette décision ajoutent que 89 mandats d'arrêt ont été lancés contre des journalistes. L'information s'est très vite confirmée. Samedi, 17 d'entre eux, dont des figures connues de la presse turque, ont été inculpés pour appartenance à groupe terroriste. Ils sont supposés entretenir des liens avec le réseau de Fethullah Gülen soupçonné d'être à l'origine du coup d'Etat raté.

Les condamnations de telles pratiques se sont naturellement

multipliées à travers le monde témoin de l'engagement d'une grande partie des médias turcs pour faire échec aux putschistes qui ont tenté de s'emparer du pouvoir la nuit du 15 juillet. Depuis cette nuit, leur rôle est cependant concentré sur la diffusion d'informations relatives aux purges menées par Erdogan. Il y avait fort à faire : en tout, 55 000 personnes ont été touchées par ces mesures. Parmi eux, des masses d'enseignants, des militaires (150 généraux arrêtés), des policiers, des doyens d'université, des fonctionnaires et 3 000 juges et procureurs.

Il va sans dire que l'offensive menée par Erdogan a inévitablement jeté sur le pays un climat de terreur inédit. Une terreur, affirment les spécialistes, qui rend impossible tout traitement équitable des affaires portées devant la justice. La Turquie s'est soulevée contre un coup de force, elle en subit un autre. Déterminé à aller jusqu'au bout de sa logique, Erdogan a décidé de suspendre sa coopération avec l'Union européenne. Simple vengeance contre un coup d'Etat raté ? Des spécialistes en doutent. Récemment interviewé par le journal en ligne *Algérie*



Le Président turc Recep Tayyip Erdogan.

Patriotique, le journaliste d'origine turque Bahar Kimyongur affirmait que les services d'Erdogan étaient informés quelques heures auparavant du coup d'Etat qui se préparait. «Il a laissé faire pour préparer sa contre-attaque».

Hier matin, un décret officiel publié a annoncé que plus de 1 400 militaires, dont le conseiller militaire le plus proche d'Erdogan, avaient été limogés. La même source nous apprend que 1 389 militaires ont été radiés. Parmi eux, l'aide de camps du Président et le chef d'état-major des armées. Le

même communiqué annonce la fermeture faite ce samedi de toutes les écoles militaires et leur remplacement par une nouvelle université.

Erdogan est décidé à ne rien laisser passer. Tous les secteurs du pays sont passés au peigne fin. Aucun détail n'est épargné. Erdogan veille à tout, faisant fi de tous les appels de la communauté internationale, inquiète des atteintes flagrantes aux droits de l'Homme et de cette terreur sans précédent qui frappe la Turquie depuis le 16 juillet dernier.

A. C.

IRAK

Cinq morts dans une attaque contre des sites gazier et pétrolier

Des hommes armés ont assassiné hier cinq personnes dans une installation gazière et un champ pétrolier, dans la province de Kirkouk, des attaques rares dans des régions sous contrôle des Kurdes en Irak, selon des responsables.

Ces attaques ont été menées à l'ouest de Kirkouk, chef-lieu de la province dans le nord du pays, où certaines régions sont aux mains des peshmergas relevant de la région autonome du Kurdistan, plus au nord. Des assaillants à bord de motos ont ouvert le feu sur les gardes du site gazier, en tuant quatre, avant d'y placer plusieurs bombes et de fuir, ont indiqué des responsables de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC) et des forces kurdes.

D'autres hommes armés ont attaqué le champ pétrolier voisin de Bai Hassan, l'un des plus importants de la province pétrolière de Kirkouk, tuant un ingénieur et blessant sept personnes.

Cette attaque a été menée par deux kamikazes qui ont été tués alors qu'un troisième a réussi à détoner sa ceinture explosive, provoquant un énorme incendie dans plusieurs réservoirs, a précisé un colonel des forces kurdes. Un quatrième assaillant a pu fuir.

Les forces du Kurdistan irakien contrôlent une partie de la province

de Kirkouk, où est également présent Daesh qui s'est emparé en 2014, de larges pans du territoire irakien au nord et à l'ouest de Baghdad. Devant la débâcle des forces irakiennes aux premiers mois de l'offensive de l'organisation terroriste Daesh, les troupes kurdes ont étendu leur contrôle sur des territoires du nord du pays, notamment dans la province de Kirkouk, revendiqués tant par le Kurdistan que par le pouvoir central à Baghdad.

Les forces irakiennes et les forces kurdes combattent séparément Daesh, qui a perdu du terrain depuis 2014.

Mais cela pourrait changer en vue de la bataille pour la reprise de Mossoul, la grande ville du nord

située à l'ouest de Kirkouk et devenue la capitale de facto de Daesh en Irak. A ce propos, les autorités irakiennes ont affirmé que des responsables de Daesh et leurs familles avaient vendu leurs biens et fui Mossoul, la deuxième ville d'Irak que l'armée cherche à reprendre. Parallèlement, le Premier ministre Haider al-Abadi a reçu dimanche à Bagdad le chef d'état-major inter-armées américain Joseph Dunford, avec qui il a discuté des plans pour la reprise de Mossoul.

Les forces armées mènent depuis des mois des opérations pour se rapprocher de la cité conquise par Daesh en juin 2014 et préparer le terrain à une offensive

pour sa reprise. Mais selon des sources militaires, l'assaut ne devrait pas être donné de sitôt.

«Un certain nombre de leaders de Daesh et leurs familles à Mossoul ont vendu leurs biens et se sont repliés vers la Syrie» dont la frontière est distante d'une centaine de km, a déclaré le ministre irakien de la Défense Khaled al-Obeidi, dans une interview à la télévision publique Iraqiya diffusée samedi soir.

Une partie d'entre eux ont également tenté de s'infiltrer dans la région autonome du Kurdistan irakien, située au nord de Mossoul, a-t-il précisé.

Daesh occupe de vastes régions dans le nord de la Syrie voisine,

profitant de la guerre pour s'y implanter. La reconquête de Mossoul, la dernière grande ville aux mains de Daesh en Irak, s'annonce comme une opération complexe qui pourrait notamment déclencher une crise humanitaire en raison du nombre important d'habitants qui y sont bloqués.

Dimanche, M. Abadi et le général Dunford ont parlé de la coopération bilatérale militaire et «des plans pour libérer Mossoul», selon un communiqué officiel irakien.

Selon la Croix-Rouge internationale, près d'un million d'Irakiens supplémentaires risquent de fuir leur foyer dans le cadre de la guerre anti-Daesh en Irak, notamment à Mossoul.

PAKISTAN

Sept talibans tués dans des affrontements avec la police

Sept talibans pakistanais ont été tués hier dans la province du Punjab lors d'un raid de la police contre un groupe soupçonné d'attaques contre des postes de sécurité, a annoncé la police.

Une fusillade a éclaté dimanche à l'aube, entre la police et dix hommes armés retranchés dans une maison, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Lahore (est).

Selon un communiqué de la police, les «sept terroristes» retrouvés morts après la fusillade, ont été abattus «par leurs propres complices et les

autres ont pris la fuite à la faveur de la nuit». Membres présumés du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP, talibans pakistanais) et du groupe interdit Lashkar-e-Jhangvi (LeJ), ils étaient soupçonnés de planifier des attaques contre des postes de sécurité et des bureaux des forces de l'ordre dans le Punjab.

Des défenseurs des droits de l'homme ont accusé par le passé, la police pakistanaise de mener des raids dans le but de tuer des suspects dont elle craint qu'ils soient libérés en cas de procès.

Depuis juin 2014, les troupes pakistanaises sont engagées dans une large offensive contre les talibans et d'autres insurgés dans les régions tribales du Nord Waziristan et de Khyber dans le nord-ouest du pays.

Les combats ont repris de plus belle après le massacre perpétré par les Talibans dans une école militaire de Peshawar en décembre 2014, dans laquelle 134 enfants avaient été tués.

L'attaque avait déclenché l'indignation et mené à une série de mesures visant à combattre le terrorisme.